

FONDATION
ATEF OMAIS

www.fatom.org

Santé - Education
Culture & Paix - Partenariat



Mobiliser
les énergies du privé
au service du privé.



Réhabilitations de maternités

Abidjan
Cotonou
Porto-Novo, Ganvié, Ouidah

PRÉSIDENTE:
Mme Zanouba OMAIS
VICE PRÉSIDENT:
M. Philippe DELANNE
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF:
M. RAMZI OMAIS

FONDATION ATEF OMAIS

Rapport d'activités 2011

FONDATION ATEF OMAIS

SANTÉ

CULTURE ET PAIX

ÉDUCATION

PARTENARIAT



www.fatom.org
www.aniam.net

PARTENAIRES



REHABILITATION DU LYCEE MODERNE
AHMED KHALIL DE DALOGA



CAMPAGNE DE LUTTE
CONTRE LE REC DE BELLEVUE



INAUGURATION
DU CACE
DE BINGERVILLE



DON DE DOSES DE VACCINS
POUR LA CAMPAGNE DE VACCINATION
DE L'ONG CIAK



REHABILITATION DE L'ÉPC
GARÇONS, FILLES ET DU
FOYER DE JEUNES FILLES
DE SASSANDRA



REHABILITATIONS DE 04 MATERNITES ET UN RIAC DE GYNECO OBSTETRIQUE
KANZRA - BRIDOUHE - ISSIA - GUIBEROUA - MATERNITE DE L'HOPITAL GENERAL
DE BINGERVILLE
- CSU DE KOUNASSI DIVO - FSU KOUNASSI CAMPENENT - MATERNITE D'ANOU-
MABO - CSU D'ABOBO DOUNE.



INAUGURATION DES QUATRE
MATERNITES REHABILITEES
A ABIDJAN



GUIDE ET CARNET FATOM DU BENIN





AVANT - PROPOS

Catalyser les expériences du secteur privé afin de contribuer à la croissance économique et sociale du pays telle est la vision de la **Fondation ATEF OMAIS**.

Depuis sa création le 1er Novembre 2009, la **Fondation ATEF OMAIS** met en avant cette vision par le financement de projets dans les différents domaines et missions qu'elle s'est assignée comme suit :

- **Santé** : Appuyer les actions en vue d'améliorer la santé reproductive de la femme ,la prise en charge des adolescents par des réhabilitations de centres de santé, maternités et blocs de gynéco- obstétriques ,et le renforcement de services sociaux de base.
- **Education** : Apporter une assistance pour disposer d'un service éducatif de qualité ainsi que l'insertion des jeunes au marché du travail.
- **Culture et promotion des Nouvelles technologies** : Mettre en œuvre des actions qui soient en adéquation avec les désirs, attentes et prédispositions pour la promotion du secteur.
- **Le Renforcement des capacités** : appuyer les synergies d'intervention entre les acteurs du secteur privé dans les domaines socio-économique, la mise en œuvre et l'exécution des programmes et projets, mobilisation des ressources, la formation qualifiante et le partage d'information.

La Fondation se veut être un catalyseur d'expériences entre le secteur privé, les institutions gouvernementales, la société civile, les partenaires bilatéraux et multilatéraux et les populations.

Elle a financé à travers l'appui financier de notre premier partenaire la SOTICI et cinquante autres partenaires dont le groupe EUROFIND PARTICIPATION, de nombreux projets dont le coût global est estimé à plus d'un demi-milliard.

Le succès de la Fondation provient des efforts acharnés de ses bénévoles dévoués, de son personnel et des membres de son conseil d'administration, ainsi que de ses très généreux donateurs et fidèles. Chaque heure accordée par un bénévole, chaque Franc CFA offert par un donateur ou levé par un partenaire, nous permet de poursuivre notre mission. Nous souhaitons remercier chacun de vous pour nous avoir permis de venir en aide aux populations vulnérables.

J'ai foi que notre beau pays, la Côte d'Ivoire retrouvera très bientôt toute sa dynamique et que nos actions contribueront aussi à la paix et à la nouvelle croissance économique.

Mme Zanouba OMAIS
Présidente, Fondation ATEF OMAIS

A i m e r c ' e s t p a r t a g e r

INTRODUCTION

Le 1er Novembre 2009 s'est réunie en séance plénière l'assemblée générale qui a élu son bureau comme suit :

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF DE LA FONDATION ATEF OMAIS

FONCTION	NOM
Présidente	Mme Zanouba Khalil OMAIS
Vice Président	M. Philippe Delanne
Secrétaire Général	M. Ramzi OMAIS
Secrétaire Général Adjoint	Mme Houda OMAIS AJAMI
Trésorier Général	M. Nabil AJAMI
Trésorier Général Adjoint	M. Ahmed OMAIS
Commissaire aux Comptes Titulaire	M. AKA HOBA
Commissaire aux Comptes adjoint	Cabinet EICI (Epsilon International Consulting Côte d'Ivoire)

Elle a délégué la gestion au quotidien du bureau exécutif au vice Président et au Secrétaire Général. Un informaticien a été recruté afin d'installer toutes les commodités nécessaires et d'assurer leur pérennisation. Par la suite il a été admis le principe selon lequel les activités à conduire pourront faire l'objet d'un recrutement de consultants sur une base ad 'hoc.

Le bilan financier fait état de l'ensemble des ressources mobilisées et mises à disposition de la Fondation par des sociétés privées et des particuliers.



A - CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE SOCIALE

De Décembre 2010 à Avril 2011, la Côte d'Ivoire a vécu une des plus graves crises politiques de son histoire. Cette crise a affecté tous les domaines, politique, sécuritaire, humanitaire et socio-économique et affecté la vie de millions de personnes.

Avec les efforts du nouveau Gouvernement et l'appui de tous les partenaires nationaux et internationaux, le pays sort progressivement d'une situation de crise pour entrer dans une phase de stabilisation. Toutefois, en dépit d'une amélioration globale et significative, la situation reste fragile, huit mois après la fin de la crise postélectorale.

Le rétablissement de l'autorité de l'Etat, le redéploiement des institutions étatiques sur tout le territoire national (administration préfectorale, police et gendarmerie), la réunification des 2 armées, l'unicité des caisses, le rétablissement de la sécurité, la réconciliation nationale, la cohésion sociale et la tenue des élections législatives représentaient des défis politiques majeurs de l'Etat Ivoirien à l'issue de la crise. Depuis le mois de Mai 2011, la situation politico-sécuritaire s'est progressivement stabilisée et les élections législatives se sont déroulées à la mi-Décembre comme indiquées par les observateurs extérieurs, de façon satisfaisante.

Le premier Ministre a été chargé de mettre en place un comité inter ministériel pour élaborer le plan prioritaire reflétant les recommandations du séminaire. Le plan de Travail Gouvernemental a été adopté le 13 Juillet en Conseil des Ministres ainsi que le décret portant attribution des Ministères. Les principales priorités du PTG sont les suivants : la sécurité des biens et des personnes, la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté, la réconciliation nationale et la cohésion sociale, la modernisation de l'Etat civil, la modernisation de l'administration publique ivoirienne, la modernisation de l'agriculture, l'appui au secteur privé, la création d'emplois notamment pour les jeunes, la relance des infrastructures économiques et la modernisation du système de transport, l'amélioration du cadre de vie et de la préservation de l'environnement, la réorganisation du système de santé et la restructuration du système éducatif... Un second séminaire s'est tenu les 10 et 11 Octobre marquant les 100 jours du Gouvernement.

La commission Dialogue, Vérité et Réconciliation a été mise en place par décret du 13 Juillet. Cette commission, présidée par l'ancien Premier Ministre Charles Konan Banny est établie pour deux ans et est placée sous l'autorité directe du Président de la République avec pour objectif



principal de promouvoir la réconciliation et la cohésion sociale. Par ailleurs, une enquête sur les exactions commises pendant la crise postélectorale a été ouverte par la Cour Pénale Internationale.

Au niveau sécuritaire, une compréhension commune existe chez les dirigeants ivoiriens et les acteurs internationaux quant au besoin pressant de reformer le secteur de la sécurité et d'établir un système unifié, une force de défense professionnelle et Républicaine, dépolitisée et placée sous une surveillance civile efficace. A cet effet, un décret a été publié le 03 Août portant nomination des **Com'zones** dont la majorité est affectée dans les « Forces Spéciales », unité nouvelle dont les missions et l'organisation restent encore inconnues. Un nouveau cadre institutionnel qui remplacera le Centre de Commandement Intégré est en chantier, tandis que le rôle du Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire(PNRRC)est à l'étude.

Six mois après la fin de la crise post électorale et, malgré la volonté des nouvelles autorités gouvernementales de ramener la sécurité dans tout le pays, un niveau d'insécurité assez significatif persiste dans un certain nombre de zones et plus particulièrement dans l'Ouest et à Abidjan.

La communauté internationale devrait appuyer le gouvernement dans le renforcement des compétences nationales pour la gouvernance du secteur de la sécurité grâce à une capacité accrue et un engagement de la société civile, des médias et du pouvoir législatif pour la surveillance civile et efficace de ces secteurs.

La crise postélectorale a entraîné de nombreuses atteintes aux droits de l'homme. Les violences postélectorales ont fait près de 3.000 morts. Les femmes et les enfants ont été particulièrement touchés, avec des violences telles que le viol, les mutilations génitales féminines, la prostitution, l'utilisation d'enfants soldats etc. Par ailleurs, les écoles ont fermé dans la zone CNO pendant la crise avec pour conséquence la déscolarisation de milliers d'enfants. L'année scolaire 2011-2012 a commencé le 24 octobre sur toute l'étendue du territoire. La reprise des cours est lente, notamment dans l'Ouest du pays, du fait de l'absence d'élèves, du manque de ressources. De nombreuses exactions ont été commises par des éléments des Forces armées, FDS et FRCI maintenant un climat tendu durant plusieurs mois après la crise. Des éléments FRCI sont notamment accusés de **crimes, exactions sommaires, arrestations arbitraires, mauvais traitements et extorsions**. Des efforts sont fournis par le Gouvernement avec l'appui de la Communauté Internationale en vue de juguler ces crimes. Au niveau du Système des Nations Unies, des mécanismes de suivi des cas de violations sont mis en œuvre (violences contre les enfants) ou sont sur le point de l'être (violences liées aux violences sexuelles). L'intérêt sera d'avoir des procédures communes de récupération et surtout de validation des données.



Le 20 juillet, le Gouvernement a installé une Commission nationale, composée de 17 membres, chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises durant la période post-électorale. Cette commission conduit des enquêtes non judiciaires sur l'ensemble du territoire pour la période du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011. Le rapport devrait être remis au Président de la République dans les 6 mois qui suivent son installation.

Dans le domaine des finances publiques, le gouvernement a adopté un nouveau budget pour l'année 2011 à la place de celui de l'ancien gouvernement mis en place au début de la crise post électorale en 2010. Le budget 2011 qui s'élève à 3.050,4 milliards de FCFA est en légère hausse par rapport au budget de 2010 qui s'établissait à 2.923,8 milliards FCFA. Le budget de 2011 devrait consacrer 42,3% des ressources (1.2915 milliards de FCFA) au paiement de la dette publique et 840,1 milliards FCFA aux dépenses dites " pro-pauvres" soit 27% des dépenses totales prévues. Ce budget 2011, tient compte des contraintes internes et du nouveau cadre de discussion avec le FMI et la Banque mondiale. Les recettes fiscales ont connu un niveau de recouvrement meilleur que prévu grâce (i) à une reprise rapide du fonctionnement des régies financières, (ii) aux efforts de collecte des principaux impôts notamment, la TVA, les ITS, l'impôt BIC hors pétrole et les prélèvements SUI le cacao et (iii) aux régularisations des déclarations d'impôt du premier trimestre 2011.

Dans le cadre du soutien au secteur privé, les mesures urgentes prises ont porté sur le paiement des arriérés intérieurs dus au secteur privé. Sur une dette intérieure estimée à 182,8 milliards FCFA en 2010, les décaissements effectués se chiffrent à **65 milliards FCFA**.

La Côte d'Ivoire vient d'être déclarée à nouveau éligible à l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) en vue de bénéficier de préférences commerciales et autres avantages liés à la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique. Cette éligibilité, de laquelle le pays a été suspendu depuis 2005, a été confortée par les progrès que le pays a accomplis dans le rétablissement de la démocratie, l'amélioration de l'environnement des affaires et la lutte contre la corruption.

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire et le FMI viennent également de signer en date du 4 novembre 2011 le programme économique et financier qui couvre la période 2012-2014 pour un montant de 615.9 millions de dollars. Ce programme met l'accent sur les politiques de relance de la croissance économique et la réduction de la pauvreté à travers la promotion d'un secteur privé plus dynamique et créateur d'emplois.

L'ensemble des mesures et actions prises par le Gouvernement ont permis d'atténuer la décroissance du pm réel initialement estimée à -6,3% et cette dernière a finalement été projetée à -5,8% pour l'ensemble de l'année 2011 comme ressorti lors des deux missions du FMI de juillet et septembre 2011. Le programme économique et financier couplé à la mise en œuvre d'au moins une année du Document de Stratégie et de Réduction de la Pauvreté (DSRP) devrait permettre l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés..

Au niveau de la planification du développement, le Gouvernement a lancé le processus d'actualisation du DSRP pour intégrer à la fois les besoins humanitaires et de relèvement nés de la crise postélectorale et le programme présidentiel. En définitive, à la place du DRSP révisé sera produit un Plan National de Développement (PND 2012-2015) Le PND, qui donnera les grandes orientations stratégiques du Gouvernement et les actions prioritaires pour les prochaines années servira aussi de cadre de mobilisation des ressources dans le cadre de la Table ronde/Conférence des bailleurs/Groupe consultatif qui devrait être organisée dans le courant du premier trimestre de l'année 2012.

Un Secrétariat technique a été mis en place et assure la coordination technique du processus et 6 cellules sectorielles ont été mis en place couvrant les 6 domaines prioritaires du PND qui sont : (i) Défense, Sécurité, Justice, Etat de Droit, (2) Education, Santé, Emploi, Affaires sociales (3) Economie, Agriculture, Secteur Privé (4) Infrastructures, eau, énergie et Mines, (5) Environnement, cadre de vie, habitat, logement et services publics (6) Culture, Jeunesse et Sports.

Dans le domaine de l'emploi, un Conseil présidentiel a été mis en place afin de développer une stratégie de création de l'emploi et prioritairement pour ces millions de jeunes désœuvrés (estimé à 4 millions).

En 2012 l'économie devrait s'engager dans une phase d'expansion, avec un taux de croissance de 8-9 %, et un solde des transactions courantes qui deviendra déficitaire pour la première fois depuis plusieurs années. Les recettes publiques devraient **se redresser - sans toutefois remonter aux niveaux d'avant la crise - et ainsi atténuer** les tensions de finan-

cement. L'incorporation post-crise à la solde de l'État des anciens combattants et des enseignants précédemment non rémunérés du Nord du pays aura pour effet d'accroître une masse salariale déjà lourde. Le gouvernement entend prendre en charge cette augmentation par une maîtrise rigoureuse des autres dépenses courantes, de manière à pouvoir dégager la marge de manœuvre Budgétaire requise pour accroître l'investissement public à 5 % du PIB (contre 3 % en 2010).

En 2013-14, la bonne mise en œuvre du programme gouvernemental devrait aboutir à un taux de croissance de l'ordre de 6 %, et la progression continue des recettes devrait permettre de financer davantage d'investissements publics, pour atteindre un niveau de 7 % du PIB en 2014.

Le Gouvernement est déterminé à atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTTE dans les meilleurs délais. Pour y parvenir en 2012, le Gouvernement s'est engagé à prendre toutes les dispositions pour la mise en œuvre des mesures résiduelles retenues comme déclencheurs du point d'achèvement tels que décrit dans le programme économique et financier signé avec le FMI. En effet l'allègement de la dette publique extérieure constituera un fait majeur dans la gestion économique et financière de la Côte d'Ivoire. Il contribuera à la viabilité des finances publiques et à la normalisation des relations entre le pays et ses créanciers, à attirer l'investissement et à réduire la pauvreté. La crise sociopolitique a eu des conséquences négatives sur tous les aspects des secteurs sociaux de base. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la santé et de l'éducation.

1- Secteur de la Santé

I-1 evolution du contexte

La crise post-électorale a bouleversé le système de santé plus particulièrement dans les zones Centre, Nord et Ouest (CNO). Ce secteur présentait déjà une situation inquiétante bien avant les élections. Environ 50% des personnels de santé avaient quitté leur lieu d'affectation. Plusieurs centres de santé avaient fermé et en raison de l'embargo sur les ports, le matériel médical y compris les médicaments essentiels pour les enfants, la santé maternelle, les ARV et les vaccins étaient en rupture de stock. L'accessibilité des populations aux soins et services de santé était devenue problématique du fait de la détérioration des infrastructures et de l'absence du personnel et; au plan de la surveillance épidémiologique, le système d'information sanitaire et le système de surveillance des maladies notamment celles à potentiel épidémique n'étaient plus fonctionnels dans certaines régions: des épidémies au rang desquelles la rougeole dans le Sud-Comoé, la fièvre jaune en zone CNO et le choléra à Abidjan avaient refait leur réapparition.

Cette crise avait, par ailleurs, conduit à la baisse du niveau et du volume des financements traditionnellement alloués au secteur de la santé affectant les capacités de la réponse nationale de ce secteur, mais aussi à l'interruption des services et soins de santé et à la perturbation, voire l'arrêt des services de prévention existants, aggravant la vulnérabilité des populations déjà lourdement affectées. Pour soulager les populations, le Gouvernement, en étroite collaboration avec les partenaires techniques et financiers, a décrété la gratuité d'accès aux soins et services de santé pour la période allant du 15 Avril au 31 Mai 2011 et prorogée depuis le mois de Juin 2011. Cette décision a permis d'améliorer l'accessibilité des groupes vulnérables aux soins et services de santé et sensiblement augmenté les activités des formations sanitaires spécialement les consultations mais aussi la crédibilité du personnel de santé vis-à-vis des malades.

Malgré le redéploiement de 80% du personnel de santé, ce dernier n'est pas en mesure de dispenser les soins à cause du pillage, de la destruction des infrastructures et du manque de médicaments; ce qui entrave le fonctionnement normal du système de santé. Des efforts importants ont été menés dans l'approvisionnement des médicaments, mais les besoins sont encore loin d'être satisfaits pour permettre la prise en charge des cas des pathologies les plus fréquemment rencontrées que sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques.



De réelles difficultés
d'approvisionnement
en médicaments

Stock de la pharmacie du dispensaire de Mayo (Soubré)
(Aout 2011)

A court terme, il est de la responsabilité de tous les acteurs de tout mettre en œuvre pour :

- (i) Assurer le rétablissement, le maintien et / ou l'extension de l'accès à un paquet minimum d'activités (PMA) des soins de santé primaires (SSP) de qualité aux communautés, en particulier les plus vulnérables et surtout les personnes déplacées/ retournées/ rapatriées/relocalisées;
- (ii) Améliorer la fonctionnalité des établissements sanitaires de base dans les zones prioritaires aussi bien pour les communautés hôtes que pour les retournés, les rapatriés, les relocalisés, tout sexe et tranche d'âge confondus, cela afin d'assurer un accès de ces populations aux soins.
- (iii) Assurer une bonne intégration entre les actions humanitaires et celles de développement sanitaire pour réduire la morbidité et la mortalité due aux maladies à potentiel épidémique (polio, rougeole, fièvre jaune, choléra, méningite) et/ou aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine

Des infrastructures en mauvaise état



Centre de santé de Zéalé
(Danané) (Aout 2011)



Centre de santé de Kouan Houlé
(Danané) (Aout 2011)

2- Secteur de l'éducation

Le secteur éducation a été profondément ébranlé par la crise qu'a traversée la Côte d'Ivoire. Cette crise, qui n'a épargné aucun compartiment de la vie nationale, a détérioré davantage les conditions socio-économiques des populations obérant ainsi leurs capacités à assurer une éducation primaire de qualité à leurs enfants. Au plus fort de cette crise, plus d'un million d'enfants inscrits n'ont pas pu suivre l'école, en raison de la fermeture des établissements, des dommages causés aux bâtiments et de l'absence des professeurs.

Six mois après ces événements et alors que l'année scolaire 2011-2012 a démarré officiellement le 24 octobre dernier pour 2,5 millions d'enfants, le retour à l'école n'est pas encore devenu une réalité pour un grand nombre d'entre eux, notamment ceux issus des familles pauvres dont la situation était déjà difficile avant la crise.



Les enseignants retournés à leurs postes après la crise peinent à trouver un logement décent ; **iv)** la paupérisation accrue des familles qui sont dans l'incertitude de trouver des ressources pour couvrir les frais de scolarité de leurs enfants ; **v)** la décision de rendre obligatoire le port de l'uniforme scolaire qui met à mal le retour massif à l'école des enfants et va à l'encontre de l'objectif de gratuité scolaire poursuivi par le gouvernement ; **vi)** l'inscription en ligne des élèves du secondaire retarde la rentrée scolaire dans nombre de régions et la presse s'en fait régulièrement l'écho; **vii)** sur les **13 688** établissements recensés en juillet 2011 par le Secrétariat Technique Permanent du DSRP, 154 étaient fermés dont **14** du préscolaire, **137** du primaire et **3** du secondaire général.

Ces contraintes viennent détériorer davantage une situation de l'éducation déjà peu reluisante avec une offre éducative qui demeure structurellement insuffisante et inadéquate : près de la moitié de la population scolarisable au primaire est en dehors de l'école (Taux net de scolarisation : 56%). 20% des enseignants dans l'enseignement primaire ne sont pas formés et seulement 30% des écoles ont un mobilier en bon état et des infrastructures d'hygiène adéquates. Seule la moitié des 11 000 écoles primaires publiques disposent de cantines. La participation des filles à l'enseignement primaire et secondaire, bien qu'elle enregistre des progrès constants, demeure en deçà de celle des garçons (indice de parité entre sexes dans l'enseignement primaire: 0,88 et de 0,75 au 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire). S'agissant de la performance du système, seulement un enfant sur deux ayant atteint la dernière année du primaire achève ce cycle avec succès (taux d'achèvement : 48%, DSRP 2010) tandis que les faibles taux de réussite aux examens scolaires et les redoublements élevés (21 %) rendent compte de la faible qualité de l'enseignement primaire.

Toutefois pour consolider cette dynamique de relance et mettre le secteur en ordre de marche, une mobilisation accrue des partenaires pour le financement de l'offre et de la qualité sera nécessaire au cours de l'année 2012.

L'année scolaire 2011-2012 a démarré officiellement le 24 octobre 2011 pour 2,5 millions d'enfants,



B - MISSION ET OBJECTIFS DE LA FONDATION ATEF OMAIS

1- RAPPEL HISTORIQUE

L'Afrique de l'ouest comptait en 2006 environ 300 millions d'habitants, soit près de 43% de celle de l'Afrique subsaharienne. Avec sa grande diversité de cultures et d'ethnies, une dynamique démographique et économique réelle, les processus d'intégration en cours offrent des potentialités importantes à l'accroissement des investissements privés. Cela suppose d'avoir une ouverture des marchés et des mesures d'incitation attractives, une paix et une stabilité politique, une population qualifiée, en bonne santé et puisant dans son patrimoine culturel pour tendre vers un développement durable et équitable. Le partenariat avec les Pays de Loire (France), le Liban et d'autres pays d'Afrique centrale et du sud ouvrent à des opportunités que consolident une Histoire et une langue très largement en partage

La FATOM a pour ambition de catalyser les expériences du secteur privé afin de contribuer en priorité à la croissance économique et sociale de l'Afrique de l'Ouest. Ces efforts seront d'abord centrés sur le personnel des Entreprises, les zones de production de ces dernières et en général sur l'ensemble du territoire en direction des populations défavorisées et vulnérables que sont les femmes, les jeunes et les enfants.

Fondation Atef Omais, à droite de l'Hôtel Tiama - Plateau - Abidjan



2- MISSION ET DOMAINES D'INTERVENTION

La principale mission de la Fondation est de mobiliser les énergies et les ressources du Privé pour soutenir les actions de développement au bénéfice des plus démunis à travers nos domaines d'interventions :

1- RENFORCEMENT DES SERVICES SOCIAUX DE BASE ET DE LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE

▣ Santé

La FATOM entend appuyer les actions dans la lutte contre les fistules, les cancers mammaires et du col de l'utérus et la lutte contre la mortalité maternelle. La Fondation contribuera au renforcement de l'offre de services de qualité par : la construction/réhabilitation des infrastructures de santé et le renforcement des plateaux techniques.

▣ Education

Pour permettre au secteur privé ivoirien d'avoir des Cadres compétents, il est nécessaire d'apporter une assistance afin de disposer d'un service éducatif de qualité. Cela passe aussi par :

(i) le renforcement des capacités des structures éducatives et d'appui à la formation qualifiante et continue; (ii) l'appui à l'autopromotion économique, culturelle et éducative en faveur des jeunes; (iii) la scolarisation des jeunes filles et personnes handicapées (enfants à besoins spécifiques).

▣ Emploi et entrepreneuriat :

Tenant compte du fait que 2/3 de la population de la Région est jeune et, souvent sans emploi, la FATOM se propose d'encourager et soutenir l'entrepreneuriat des jeunes. Il s'agit principalement : (i) d'identifier les filières les plus porteuses et les porter à la connaissance des jeunes, (ii) de former les jeunes à l'entrepreneuriat et aux techniques managériales, (iii) d'appuyer l'insertion des jeunes au marché du travail (par les AGRs, les centres de vie et les chantiers écoles), (iv) d'associer et promouvoir le 3ème âge.

2- RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE ET DU PARTENARIAT

▣ Promotion de la paix

Marquée pendant les trois premières décennies des indépendances par des partis-Etats, la démocratie, née du « vent » du multipartisme des années 1990, est en construction dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Cependant, elle se réalise le plus souvent dans un climat de conflit, de violence en tous genres ralentissant la croissance économique et rendant difficile le plein épanouissement du secteur privé. La FATOM se propose de mener des actions tendant à promouvoir la démocratie et la paix dans tous les pays membres en partenariat avec la société civile.

▣ Promotion du Partenariat

Une meilleure connaissance des dispositions juridiques des affaires, des contextes socio culturels et des opportunités de la région sont nécessaires pour un choix raisonné en matière d'investis-

sement. La Fondation s'engage à mettre les informations utiles à la disposition des investisseurs et des partenaires par le biais de ses sites, portails informatique, des publications périodiques sur des sujets divers et des coopératives nationales et internationales développées. Ces actions permettront aussi aux personnels des entreprises de mieux connaître leurs droits et devoirs dans le but d'une expansion et une rentabilité des entreprises. La Fatom entend également tisser des partenariats pour la protection de l'environnement et faire face aux changements climatiques.

3- PROMOTION DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU PATRIMOINE

L'approche culturelle est importante pour la connaissance de la sociologie d'une population et la mise en œuvre d'actions qui sont en adéquation avec les désirs, attentes et prédispositions. L'Afrique de l'Ouest dispose d'un patrimoine culturel et artistique très important qui nécessite d'être valorisée surtout que les NTIC offrent aujourd'hui des opportunités pour la promotion de ce secteur.

Santé



Réhabilitations de maternités et dons de matériels, Abidjan

Education -



Réhabilitations de structures pour l'éducation

Promotion partenariat



Partenariat avec l'UNFPA et le Gouvernement du Bénin

Emploi et entreprenariat



Activité Génératrice de revenu

Promotion Arts et patrimoine



Promotion des artistes : grâce au guide Fatom Cotonou, Charly D vend ses toiles.



Pérenisation du patrimoine par les jeunes artistes

3 - ADMINISTRATION ET CORRESPONDANCES

◆ ADMINISTRATION

- Des courriers de demandes de RDV adressées aux Ministères et : en Côte d'Ivoire (Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la Santé et de la lutte contre le VIH/SIDA), au Bénin (Cabinet du Premier Ministre du Bénin, Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme au Bénin)

- Renouvellement et hébergement du nom de domaine **www.fatom.org** dont le coût annuel est de **128 500 FCFA** pour un espace de 5 Giga octets.

- 03 voyages du vice-président ont été financé par la **SN SOTICI** en France et au Bénin pour rencontrer des Fondations privées et des groupes d'entreprises.

- Visite des responsables de la Fondation ATEF OMAIS France en Côte d'Ivoire

- Achat de matériels de bureau (Encre d'imprimante, rame de papier) d'un coût global de **150 000 FCFA**

- Achat de livres : « **Ivoirienne d'aujourd'hui** » et « **Art au Féminin** » (2 livres) d'un montant global de **46 500 FCFA** remis au premier conseiller de l'Ambassade de France.

- Enregistrement au journal officiel de la République Française de la Fondation ATEF OMAIS Pays de Loire Grand-Ouest avec comme représentant Bénévole de la Fondation : M. Dominique Thierry (Maître de Conférence et Chef de service de l'urbanisme).

- Démarche en cours pour l'enregistrement de la Fondation ATEF OMAIS au Bénin avec comme Représentant Bénévole **M. Alexandre AYITE** (Diplomate, Expert dans le domaine de l'éducation) et ouverture de compte à la Société Générale de Banque du Bénin(SGBBE). Le principe du retrait des fonds de toutes nos représentations à l'étranger sera géré pour le moment à partir d'Abidjan. En effet c'est à partir d'Abidjan que nous ouvrirons, si nécessaire, les comptes.

- Réception de l'agrément de l'Association **Kinté N° 544/MEMI/DGAT/DAG/SDVA** (29 Novembre 2011) qui a été créée en partenariat avec la Fondation ATEF OMAIS et la Fondation **BENIANH** afin d'appuyer des stylistes et des modélistes



◆ CORRESPONDANCES

Des correspondances au quotidien sont adressées à toutes les institutions partenaires ou non qui nous sollicitent.

◆ REQUÊTE REÇUES ET TRAITÉES

Malgré la crise politique au lendemain des élections présidentielles de 2010, la Fondation ATEF OMAIS a reçu de nombreuses correspondances provenant entre autre de l'UNFPA, MZK, Ministère de la Famille de la Femme et des Affaires Sociales(MFFAS), le CHU de YOPOUGON ,ROTARY CLUB d'Abidjan, la FONDATION de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan, de l'ONG SERVIR, la Fondation la rentrée du Cœur, le lycée Moderne Ahmed Khalil de Daloa, la coopération Française, Africa Solidarity et development, UNICEF, les Ecoles Primaires Catholiques Garçons et Filles et le Foyer des jeunes filles de Sassandra , du CSU d'Abobo Doumé, Le Centre Islamique Ach Kahab (CIAK), de Global Smile Foundation ,Coura Diop, Lanterne d'Afrique, Hotiland Technologie et des maternités déjà inaugurées et la maternité d'Attécoubé.

◆ REQUÊTES REÇUES ET EN COURS DE DISCUSSION

Concernant les requêtes traitées et/ou en cours de discussion nous avons :

- L'IFEF (Institut de Formation et d'Education Féminine) de Yamoussoukro
- La Construction d'un centre pour la Formation des jeunes aux métiers à Bouaké
- Le Lycée des Jeunes filles de Bouaké
- Le financement des activités de l'ONG servir
- Le Financement des activités de la Fondation de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan
- Le lycée DJIBO SOUNKALO de Bouaké
- Financement des activités MZK, Arkadi, Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo.
- Contribution à la réflexion sur la consommation des ménages(MZK) et sur l'élaboration d'un inventaire des compétences féminines avec la présidente de la République.
- La Construction d'un Bâtiment R+1 au Lycée Moderne Ahmed Khalil de Daloa
- LE CECAAC.
- La prise en charge des Fistuleuses à Korhogo
- Le Financement pour la construction du puits de Grand-Lahou.
- Financement de la maternité et du bloc de Gynéco-obstétrique du Centre Hospitalier de Bingerville
- Financement de la maternité et du bloc de Gynéco-obstétrique du Centre Hospitalier et Universitaire de Treichville

◆ COURRIERS ENVOYÉS PAR LA FONDATION

La Fondation ATEF OMAIS adresse de façon ad 'hoc de nombreux courriers d'une part en réponse aux courriers cités ci-dessus à nous adressé et d'autres part pour la mobilisation de fonds de la FATOM auprès des institutions et partenaires.

RÉCAPITULATIF (frais d'administration et correspondances)	
Achat de livres « Ivoiriennes d'aujourd'hui » « Art au féminin en côte d'ivoire »	46 500 FCFA
Renouvellement et hébergement du nom de domaine www.fatom.org	128 500 FCFA
Achat de matériels de bureau (Encre d'imprimante, rame de papier)	205 000 FCFA
Paiement de pigistes de façon ad'hoc	1 200 000 FCFA
Paiement de soutien administratif	500 000 FCFA
SOUS TOTAL VOLET ADMINISTRATION :	2 080 000 FCFA

A) Rappel des recommandations du conseil d'administration de Février 2011

Au terme de la réunion-bilan des activités de l'année 2010, tous se sont félicités du travail accompli. Aussi, pour les activités de 2011 et 2012, après réflexion et concertations, voici exposées les différentes recommandations :

- 1) Analyser et évaluer les requêtes soumises et proposer des interventions adéquates.
- 2) Réhabiliter les écoles de Sassandra et Daloa et appuyer de façon ad hoc des élèves et étudiants.
- 3) Suivre la réhabilitation des 05 maternités non livrées et du bloc de Gynéco-Obstétrique avec l'UNFPA.
- 4) Visiter les maternités existantes et les appuyer en médicaments et équipements essentiels.
- 5) Poursuivre la réflexion sur les guides et mesurer leur impact financier.
- 6) Poursuivre la réflexion sur l'art et la culture et notamment l'appui à l'association KINTE et aux autres œuvrant dans le domaine dans la mesure du possible.

B) DOMAINE DE LA SANTÉ

◆ Don de matériels et médicaments de première nécessité de la part de la Fondation ATEF OMAIS à **05 maternités** réhabilitées par la FATOM: CSU d'**Anoumabo**, CSU d'**Abobo Doumé** (02 fois), CSU de **Koumassi Divo**, FSU-COM de **Koumassi Campement**, la Maternité d'**Attécoubé**. Le tout pour une valeur de **3 000 000 FCFA**.

◆ Don de la Fondation ATEF OMAIS au CHU de Yopougon en médicaments et équipements de première nécessité d'une valeur de **1 000 000 FCFA**.

◆ Don au Pr Crezoit de matériels consommables pour poursuivre les opérations sur le Bec de lièvre à hauteur de **334 585 FCFA**.

◆ De nombreuses discussions et échanges de correspondances relatifs au partenariat entre la SOTICI, la Fondation ATEF OMAIS et l'UNFPA ont eu lieu avec les responsables desdites structures citées. Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il nous reste une dernière tranche à payer (40 100 000 FCFA) et que l'UNFPA devra nous livrer d'ici à la fin d'année 05 maternité : **Guibéroua (Gagnoa)**, **Kranza** (Zuénoula), **Issia**, Brodoumé (Gagnoa), **Bingerville** et un bloc opératoire de gynéco obstétrique en plus de la maternité à **l'hôpital Général de Bingerville**. Toutes ces maternités seront livrées avec des suites de couches réhabilitées, des lits, des tables d'accouchements et autres équipements gynéco obstétrique par l'UNFPA. Quatre maternités et suites de couches sont déjà achevées.

Remise de dons de médicaments essentiels



- ◆ Don de **2 000 000 FCFA** a été fait à M. Sidy Diallo pour l'achat des produits essentiels en faveur des victimes de guerre.
- ◆ Don de **600** doses de vaccins réparties comme suit : **200** doses de vaccins contre le tétanos, **200** doses de vaccins contre la Méningite et **200** doses de vaccins contre la fièvre typhoïde ont permis de vacciner durant la campagne qu'a organisé l'ONG CIAK 600 femmes et enfants au mois de Juillet 2011 pour une valeur de **1 000 000 FCFA**.
- ◆ La Sotici et l'Hôtel TIAMA ont participé à hauteur de **5 000 000 FCFA** à une remise de dons de médicaments essentiels au Ministre de la Santé et de la Lutte contre le VIH/SIDA par la Chambre de commerce ivoiro-Libanaise.
- ◆ Un partenariat avec l'Inde et M. Raghu Kumar notamment, nous a permis d'acheter pour **1 075 000 FCFA** de matériels (**compresses cerdak**) pour lutter contre le diabète. 50 personnes bénéficieront de cette assistance pendant 06 mois à la **PISAM** et au **CHU de Yopougon**.
- ◆ Don en matériel (tensiomètres) à la Fondation de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan pour lutter contre les maladies cardio-vasculaires pour une valeur de **1 026 000 FCFA**.
- ◆ 2ième Don de médicaments à Abobo Doumé d'une valeur de **500 000 FCFA** après le pillage de leur pharmacie au mois d'Avril 2011 durant la crise qu'a connu la Côte d'Ivoire.
- ◆ Une visite régulière des centres de santé construits par la Fondation ATEF OMAIS est effective.
- ◆ Participation à hauteur de **5 600 000 FCFA** de la FONDATION ATEF OMAIS, de l'Hôtel Tiama et de la SOTICI au dîner Gala qu'organisait l'ONG SERVIR le 28 Octobre 2011 et à la prise en charge de l'artiste durant son séjour à l'hôtel Tiama.
- ◆ Participation à hauteur de **250 000 FCFA** de la FONDATION ATEF OMAIS au 4 ème Gala de bienfaisance de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Côte d'Ivoire (FICA) et **500 000 FCFA** de contribution pour collecter des matériels et équipements en France.



Patient vacciné:
Campagne de vaccination de l'ONG CIAK- 600 doses de vaccins fournis par la FATOM



Foyer des jeunes filles de Sassandra réhabilité.



Maternité réhabilitée de l'hôpital Général de Guibéroua

Don de matériels et médicaments de première nécessité à 05 maternités (CSU réhabilitées par la FATOM)	3 000 000 FCFA
Don de médicaments de Première nécessité au CHU de Yopougon	1 000 000 FCFA
Don remis à M. Sidy Diallo pour les déplacés et victimes de guerre	2 000 000 FCFA
Don de 600 doses de vaccins à L'ONG CIAK	1 000 000 FCFA
Contribution à la poursuite des opérations « bec de lièvre » avec le Professeur Crezoit de l'ONG SOURIRE A LA VIE.	334 585 FCFA
Remise de Dons de Médicaments essentiels au Ministre de la Santé et de la lutte contre le VIH/SIDA	5 000 000 FCFA
Achat de compresses Cerdak pour les malades du diabète de la PISAM et du CHU de Yopougon	1 075 000 FCFA
Don de matériels (tensiomètre et autres médicaments de première nécessité) à la Fondation de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan	1 026 000 FCFA
Participation au gala de l'ONG SERVIR pour la construction d'un centre de Dialyse	5 600 000 FCFA
Participation au Gala de bienfaisance de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan et collecte des matériels et équipements en France	750 000 FCFA
SOUS TOTAL VOLET SANTE : 25 519 585 FCFA	

C) DOMAINE DE L'EDUCATION

- ◆ Inauguration du Centre d'Actions Communautaire pour la petite Enfance (4 000 000 FCFA) de Bingerville (C.A.C.E) pouvant accueillir 70 enfants.
- ◆ 2 Bourses d'inscriptions en 1ère année de Droit de 700 000 FCFA et une en Expertise comptable de 1 500 000 FCFA ont été accordées.
- ◆ Travaux de réhabilitation de l'Ecole Primaire Catholique Garçons et Filles de Sassandra de 12 classes pour un total de 420 élèves, d'un foyer de jeunes filles de 71 lits et des toilettes dans l'établissement ont démarré le 25 Août 2011 et sont achevés depuis la Mi-Novembre 2011. 03 missions de la Fondation ATEF OMAIS se sont succéder durant le suivi et le démarrage des travaux. Le coût de ces réhabilitations est de 71 920 500 FCFA
- ◆ Une étude de faisabilité a été réalisée pour la réhabilitation du Lycée Moderne AHMED KHALIL de Daloa par la Fondation la Rentrée du Cœur au mois de Juin 2011 pour un coût total de **300 000 FCFA**. 02 Missions de la Fondation se sont succéder à Daloa pour le démarrage des travaux de réhabilitations et pour la réception provisoire. Au sortir des 04 Proforma à l'étude pour le lycée qui compte 3800 élèves et 20 salles de classes allant de la 6ième à la Terminale,



C.A.C.E



la société **CBGC** de M. Sanou Moussa aura été retenue. Les travaux démarrés en début de mois d'Octobre se sont achevés le 30 Novembre et ont coûté **40 000 000 FCFA**. La remise officielle des locaux sera accompagnée d'un don de matériels informatiques (06 ordinateurs + 01 imprimante) et des livres scolaires, le tout d'une valeur de **4 792 297 FCFA**

◆ Un RDV a été obtenu par la Fondation ATEF OMAIS auprès de la Ministre de l'Éducation Nationale, Mme Kandia Camara, qui a donné lieu à un passage à la Télévision de la FATOM au mois de Juillet. La Ministre a formulé une requête afin d'obtenir la réhabilitation d'une partie du lycée des jeunes filles de Bouaké. Ceci est en discussion auprès de nos partenaires. Idem pour le Lycée **Djibo Soukalo** de 6000 élèves. Il est à indiquer la possibilité d'obtenir de Franzetti, du Ciment et du Fer à Béton pour les réhabilitations à venir.

◆ Des discussions ont eu lieu avec le Président du conseil général de Bouaké, M. Jean Claude Kouassi, pour la participation de la FATOM à la formation des jeunes de Bouaké aux métiers de la construction aux travers des chantiers écoles. Nous attendons leur requête.

◆ Dons de matériels et équipements au **CACE de Bingerville** d'une valeur de **336 825 FCFA** pour les branchements en eau et électricité.



Don d'une bourse d'inscription en 1ère année de droit	700 000 FCFA
Don d'une bourse d'inscription en Expertise Comptable	1 500 000 FCFA
Travaux de réhabilitations de l'École Primaire Catholique Garçons et Filles et du Foyer des Jeunes filles de la ville de Sassandra	71 920 500 FCFA (Il y a un besoin urgent de 12 000 000 pour le réfectoire, 100 tables bancs et 14 tables pour les professeurs)
Etude de Faisabilité réalisée par la Fondation la Rentrée du Cœur pour la réhabilitation du Lycée Moderne AHMED KHALIL de Daloa	300 000 FCFA
Travaux de réhabilitation du Lycée Moderne AHMED KHALIL (Octobre à Novembre 2011)	40 000 000 FCFA
Dons de matériels informatiques (06 ordinateurs + 01 imprimante) et de livres scolaires pour la bibliothèque au Lycée AHMED KHALIL de Daloa	4 792 297 FCFA
Don de matériels et équipements au CACE de Bingerville pour les raccordements en électricité	336 825 FCFA

SOUS TOTAL VOLET EDUCATION: 119 549 622 FCFA

03 missions à Daloa et 03 missions à Sassandra

D) DOMAINE DE LA COMMUNICATION (Guide le fatom et les sites webs)

- ◆ Actualisation Journalière des portails www.aniama.net et www.fatom.org fréquentés par plus de **6000** internautes.
- ◆ Publication de 03 articles dans le journal Fraternité Matin sur les actions de la Fondation ATEF OMAIS.
- ◆ Participation du Vice Président à une conférence internationale à Abidjan à l'invitation de l'association MZK-Management en tant que Président d'une commission sur le thème : **Contribution de la société civile au développement économique.**
- ◆ Rédaction du **guide de Cotonou**, Porto Novo, Ouidah et Ganvié (305 pages) dont l'avant-propos est signé par Le Premier Ministre Béninois **M. Pascal Irénée KOUPAKI** et la préface par **M. Ramzi OMAIS.**
- ◆ Rédaction du **Carnet Fatom** (180 pages), sur la culture et tradition portant sur les Masques **Guèlèdès**, le **Vodoun** et la place de la **Femme** dans la santé, l'économie et la Culture. L'Avant-propos est signé par le Ministre de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme du Bénin M. Valentin Djènontin, la Préface signée par Mme Diené Kéita Représentante Résidente de l'UNFPA au Bénin et l'introduction signée par la Présidente de la Fondation ATEF OMAIS.

Les deux livres sont publiés par les Editions SEPIA.

Chacun tiré à 2000 exemplaires et vendus dans toutes les librairies de France du monde et à Cotonou à la SONAEC et la librairie Notre Dame. Une vingtaine de partenaire ont participé à la constitution du réseau des Entreprises Béninoises et pour la confection des 02 ouvrages pour lesquelles, nous espérons, **50 500 000 FCFA** seront mobilisés au Bénin auprès du gouvernement et nos partenaires. Le Lance-

ment officiel a eu lieu le 01 Décembre 2011 à Cotonou à la salle des fêtes Le Majestic. Coût total du lancement 2 186 000 FCFA du guide et du carnet Fatom au Bénin.

- ◆ Transport de 4000 ouvrages (2000 guides et 2000 carnets Fatom) au Bénin et frais de dédouanement à hauteur de : **3 874 167 FCFA**

- ◆ Participation à hauteur de 500 000 FCFA pour la diffusion, sur Vox AFRICA et à la RTI, de 21 épisodes d'une série sur la vie en milieu scolaire. Notre participation qui sera effective après diffusion prendra en compte 5 épisodes dont les thèmes abordés sont : la vie scolaire, le harcèlement, les grossesses en milieu scolaire, le SIDA, la scolarisation des jeunes filles, etc...

- ◆ Conception d'une Bannière et de 04 panneaux sur support plexi glace (pour le groupe scolaire primaire, le foyer des jeunes filles à Sassandra et au lycée Ahmed Khalil de Daloa) le tout pour un montant de : **870 000 FCFA**

- ◆ 03 Parutions dans le journal Fraternité Matin pour les deux cérémonies de dons de médicaments à nos centres de santé réhabilités et pour la campagne de vaccination



Lancement du Guide et du carnet FATOM	2 200 000 FCFA
Transport des 4000 ouvrages (Guides et Carnets Fatom du Bénin + Frais de Dédouanement	3 874 167 FCFA
Participation pour la diffusion de 05 épisodes de Téléfilm éducatif	500 000 FCFA
Conception d'une Banderole et de 04 panneaux sur support Plexi-glace sur les infrastructures réhabilitées (lycée, ecoles et foyer)	870 000 FCFA
Paieement de deux (02) pigistes pour portail aniam.net	200 000 FCFA
SOUS TOTAL COMMUNICATION: 7 644 167 FCFA	
L'Hôtel Tiama et la Sotici ont soutenu d'autres artistes tels que les Gypsi King	



Campagne d'affichage de panneaux dans Cotonou pour le lancement et la sortie des livres annonçant la réhabilitation de la maternité de AGOUE



c- PARTICIPATION À LA PROMOTION DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Réhabilitation du Lycée Moderne Ahmed Khalil de Daloa
- Participation au Dîner gala de l'ONG SERVIR et prise en charge de l'artiste MEIWAY durant son séjour du 26 Septembre au 03 Octobre 2011
- Participation au Dîner Gala de la Fondation de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan

E) CULTURE ET ARTS

- ✦ **1 000 000 FCFA** pour l'achat de machines (02 piqueuses industrielles et 01 surfileuse) et de matériels consommables pour la styliste de l'association KINTE Coura DIOP le 27 Juillet 2011. Elle vient de décrocher deux marchés. Il s'agit d'un prêt remboursable.

SOUS TOTAL CULTURE ET ARTS : 1 000 000 FCFA

1- Partenariat et Réseaux

- + Visites de nombreux chefs d'entreprises au Bénin (AGETIP, BOA, SGBBE, Groupe Fadoul, Groupe CHAGOURY, SOBEBRA, etc.)
- + **Partenariat avec ANADARKO** : des discussions relatives au partenariat entre ANADARKO et la FATOM pour les réhabilitations des infrastructures de santé en particulier des maternités de Sassandra, Grand-Lahou, Fresco et des centres d'éducation Féminines ont eu lieu.
- + **Le Vice Président de la Fondation ATEF OMAIS** a été en mission de travail à Cotonou afin d'éditer le guide Fatom de **Cotonou, Ouidah, Porto Novo et Ganvié**. Le coût pour l'élaboration du guide est de **46 102 833 FCFA** dont une grande partie est le fait du paiement des consultants, des 03 missions du vice Président au Bénin, du dédouanement déjà précisé dans le volet communication). Nous prendront donc en compte l'impression des carnets et Guides Fatom qui s'élèvent à **16 250 000 FCFA** (6 500 000 pour 2000 guides et 9 750 000 pour les 2000 carnets). A ce jour **24 632 539 FCFA** (en attendant les **10 000 000 FCFA** de l'UNFPA et **2 000 000 fca** de AGETIP) sont sur le compte de la FONDATION ATEF OMAIS Bénin et 2500 ouvrages sont à vendre représentant 25 000 000 FCFA.
- + Séance de travail avec M. Martin **FRIGOLA Secrétaire Général d'IHE- Afrique**, acteur du développement social en Côte d'Ivoire. Perspective du Financement d'un projet de construction d'un puits avec l'**INFAS**.
- + Des discussions avec : **France24, RFI, le Groupe Genoyer, l'UE, Yeshigroup, BRVM, Marechal et Associés, Franzetti** laissent augurer de belles perspectives de financements.

SOUS TOTAL PARTENARIATS ET RESEAUX : 16 250 000 FCFA

4- DIVERS

- Dépôt-vente du guide « le FATOM »: 50 exemplaires en vente dans la boutique de l'hôtel TIAMA, et 1000 exemplaires en vente à librairie de France sise au Plateau (Abidjan- Côte d'Ivoire).
- Préparation du défilé de mode de la styliste Assalé Augustina nommé Au fil des décennies fêtant le cinquantenaire de la mode pour fin Février 2011.
- Préparation du Magazine Kinté (association de jeunes stylistes modélistes au nombre de 06 pour l'instant) . L'étude est faite présentement avec la participation de Mme Sarah Mody et celle de Mme Bernadine Biot.

D - MOBILISATION DES RESSOURCES

1- ELABORATION DU GUIDE ET DU CARNET FATOM AU BENIN

A- Liste des entreprises partenaires ayant payé et en instance de paiement de leur droit d'insertion

DESIGNATION	MONTANT
BATIMAT	2 000 000
BOA	2 500 000
AGETIP	800 000
FRANZETTI	2 000 000
ALLIANZ	800 000
SCIL	800 000 (PEINTURES)
FRANCE 24	4 000 000
SGBBE	2 500 000
CAA	1 500 000
MICROLAND	800 000
UNFPA	10 000 000
SORRENTO	1 000 000
TOTAL	27 900 000

B- Liste des partenaires contactés/intéressés mais n'ayant pas encore payé leur droit

DESIGNATION	MONTANT (FCFA)
LE PORT AUTONOME DE COTONOU	4 000 000
TRANSACIER	800 000
SERHAU	800 000
FADOUL SOCAR	4 000 000
LA ROCHE	4 000 000
CIMS	2 000 000
SUPER MARCHÉ DU PONT	2 000 000
SOBEBRA	4 000 000
SOTICI / HOTEL TIAMA	10 000 000
TOTAL	21 600 000

BENEFICE A TIRER DE LA VENTE DES GUIDE ET CARNET FATOM DU BENIN

✦ Montant mobilisé

DESIGNATION	MONTANT (FCFA)
ACHAT DE 1000 OUVRAGES (250 GUIDES ET 750 CARNETS FATOM) PAR L'UNFPA AU BÉNIN	10 000 000
ACHAT DE 336 GUIDES ET CARNETS FATOM	3 360 000
TOTAL	13 360 000

+ LISTE DES ENTREPRISES PARTENAIRES EN INSTANCE DE PAIEMENT DE LEUR DROIT D'INSERTION.

DESIGNATION	MONTANT (FCFA)
CITELCOM	2 000 000
AGEF	1 700 000
ALIOS FINANCE	350 000
TOTAL	4 050 000

I- **BENEFICE DE LA VENTE DU GUIDE ABIDJAN**

+ MONTANT MOBILISÉ

DESIGNATION	MONTANT
164 ouvrages du guide vendus à 10 000 FCFA l'unité (eucalyptus, SACRI, hôtel Tiama, Fondation ATEF OMAIS)	1 640 000
ACHAT DE 50 GUIDES PAR MME OUEGNIN	500 000
ACHAT DE 10 GUIDES PAR MME ZANOUBA OMAIS	100 000
ACHAT DE 100 GUIDES PAR L'OMS	1 000 000
VENTE 103 GUIDES PAR LA LIBRAIRIE DE FRANCE GROUPE	788 200
TOTAL	4 028 200

+ RESTE À MOBILISER

DESIGNATION	MONTANT (FCFA)
897 OUVRAGES DU GUIDE FATOM VENDUS À 10 000 FCFA L'UNITÉ À LA LIBRAIRIE DE FRANCE	8 970 000
20 OUVRAGES DU GUIDE FATOM VENDU À 10 000 FCFA PAR AFRICA CONNECT (M. AHMED OMAIS)	200 000
154 OUVRAGES DU GUIDE VENDU À 10 000 FCFA L'UNITÉ À LA FONDATION ATEF OMAIS ET À L'HÔTEL TIAMA	1 540 000
TOTAL	10 710 000

+ RECETTE PROBABLE

TOTAL RECETTE	54 768 447
TOTAL DEPENSE	27 218 400
BENEFICE	27 550 047

* BENEFICE : 54 768 447 – 27 218 400 = 27 550 047 FCFA

E - DON A LA FONDATION ATEF OMAIS

- Don d'un montant de 2 000 000 FCFA de la part de M. Nabil AJAMI
- Don de la SOTICI : 20 000 000 FCFA
- Mobilisation de fonds auprès du groupe EUROFIND Participation: 45 000 000 FCFA

SOUS TOTAL DONS : 67 000 000 FCFA

F - BILAN FINANCIER

Sous Total Personnel	36 370 000
Sous Total Administration	2 080 000
Sous Total Santé	25 519 585
Sous Total Education	119 549 622
Sous Total Culture et Arts	1 000 000
Sous Total Communication	7 644 167
TOTAL	192 163 374 FCFA

G - PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

1- SANTE

- Rehausser la visibilité de la Fondation en maintenant des relations de bons niveaux avec les autorités nationales et les acteurs de la santé.
- Faire le suivi/ évaluation des infrastructures réhabilitées en effectuant :
 - Pour les structures de l'intérieur une visite par an ;
 - Pour Les structures d'Abidjan deux visites par an ;Afin de nous assurer du bon fonctionnement des infrastructures et de la disponibilité du personnel et des services, ceci en collaboration avec l'UNFPA.
- Accorder à chacune de ces infrastructures, des médicaments essentiels deux fois par an pour un montant de 10 000 000 FCFA.
- Appuyer des ONG ou des associations dans le domaine de la sensibilisation des populations, de la formation du personnel, et de la prise en charge des vaccinations des populations vulnérables.
- Appuyer des ONG et des associations dans leurs efforts à promouvoir leur mandat lorsque nécessaire (Fondation ICA, ONG SERVIR, Rotary Club...)
- Organiser la deuxième campagne de lutte contre les malformations faciales au mois de Septembre.
- Appuyer le programme de lutte contre les fistules (Korhogo, Bouaké, Man, Bondoukou, etc...) par la prise en charge des matériels et d'ustensiles de cuisine.
- Contribuer à la prise en charge de malades avec la collaboration de la PISAM ou des différents CHU d'Abidjan et de la RTI.



- ix) Contribuer à la réhabilitation du service de Gynéco-obstétrique et de la maternité de Treichville.
- x) Mobiliser les ressources financières auprès de nos partenaires pour répondre aux besoins de nos réhabilitations.
- xi) Réception définitives des 06 infrastructures réhabilitées(05 maternités + 1 Bloc de gynéco-obstétrique).

2- EDUCATION

- i) Rehausser la visibilité de la Fondation en maintenant des relations de bons niveaux avec les autorités nationales et les acteurs de l'éducation(visites, réunions etc...).
- ii) Réception définitive des écoles primaires catholiques Filles et Garçons et du Foyer des jeunes Filles de la ville de Sassandra et du Lycée Moderne Ahmed Khalil de Daloa.
- iii) Fournir et installer du matériel informatique au lycée Moderne Ahmed Khalil de Daloa pour Janvier 2012.
- iv) Examiner les requêtes du conseil Général de Bouaké pour la construction de 12 classes pour une école primaire
- v) Mobiliser des ressources auprès de nos partenaires pour la réhabilitation du Lycée de Jeunes filles de Bouaké.
- vi) Constituer un dossier pour la construction d'un réfectoire pour l'école Primaire Catholique Filles et Garçons de Sassandra.
- vii) Constituer un dossier pour la réhabilitation de l'école primaire de Toumodi et des 03 classes de l'école Primaire du village.
- viii) Constituer un dossier pour la construction du bâtiment R+1 du Lycée Moderne Ahmed Khalil de Daloa.
- ix) Distribuer des kits scolaires dans les EPC de Sassandra et du matériel de bureaux (bancs, tables, fournitures de bureaux...).
- x) Prise en charge de façon ad hoc des bourses d'études.
- xi) Don des livres de la Maison d'édition Lavoisier aux institutions concernées et/ ou au Rotary Club.

3- COMMUNICATION/ PARTENARIAT

- i) Primer les établissements sanitaires les plus accueillants(prix de la maternité accueillante avec l'UNFPA et l'OMS) et dont les services sont les plus performants de toutes nos maternités réhabilitées à travers le prix ATEF OMAIS.
- ii) Relancer le concours de peinture et de sculpture.
- iii) Acheter du matériel audiovisuel (caméscope, appareils photos numériques...) pour la réalisation de films sur les actions de la Fondation ATEF OMAIS.
- iv) Eriger des panneaux sur les actions de la Fondation ATEF OMAIS sur des sites identifiés.
- v) Elaborer le Magazine Kinté.
- vi) Financer un certain nombre d'épisodes de téléfilms portant sur des thèmes qui cadrent avec nos domaines d'interventions.
- vii) Elaborer et publier le Guide : La Loire patrimoine mondial de l'UNESCO
- viii) Elaborer un carnet fatom sur les royaumes en Côte d'Ivoire et la maternité dans l'art et les petits métiers féminins.
- ix) Organiser une soirée de Gala suivi d'un défilé avec les stylistes parrainés.
- x) Renforcer la communication sur les sites et les portails
- xi) Renforcer le partenariat avec BRVM, France 24, RFI, les Fondations nationales et internationales.

